

France/Après l'attentat de Nice

L'état d'urgence inscrit dans la durée

AFP
Paris/France

Ce régime d'exception, en vigueur depuis les attaques jihadistes du 13 novembre 2015, pourrait être prolongé de trois, voire de six mois.

CINQ jours après l'attentat de Nice, la France s'apprête à prolonger une nouvelle fois l'état d'urgence, dans un climat politique marqué par la prochaine présidentielle et envenimé par les accusations de laxisme de l'opposition en matière d'antiterrorisme.

Le projet de loi que le gouvernement demande au Parlement d'adopter prévoit une prolongation de trois mois mais un consensus pourrait se dessiner sur six mois, jusqu'à fin janvier 2017. Ce régime qui facilite les perquisitions et les assignations à résidence est en vigueur depuis les attaques jihadistes du 13 novembre à Paris.

"Les terroristes veulent nous diviser, nous séparer, nous monter les uns contre les autres", déclaré hier le président socialiste François Hollande lors d'une visite au Portugal. "Il y a un devoir qui m'anime : que nous soyons unis, rassemblés, capables de réagir comme il convient avec la force né-

cessaire", a-t-il ajouté. Le débat hier soir devant les députés et ce mercredi devant les sénateurs pourrait s'avérer tendu, tant l'opposition de droite ne cesse depuis le carnage du 14 juillet à Nice de critiquer l'exécutif socialiste. Elle a réclamé lundi soir une commission d'enquête parlementaire sur la tragédie niçoise, qui a fait 84 morts et quelque 300 blessés. Le parti Les Républicains de l'ancien président Nicolas Sarkozy est favorable à la prolongation de l'état d'urgence mais il pose ses conditions : au moins six mois de plus et un durcissement des mesures coercitives prévues dans ce cadre.

"Dès lors qu'il y a eu une attaque dont nous ne savons pas si elle peut donner lieu à des répliques (...) ma responsabilité et celle du Parlement c'est de prolonger l'état d'urgence, pour trois mois, même si je suis ouvert pour aller jusqu'à trois mois de plus", a déclaré François Hollande.

Seront également réintégré dans l'état d'urgence la possibilité de perquisitions administratives à toute heure du jour ou de la nuit sans l'aval d'un juge, ainsi que celle d'exploiter les données des ordinateurs et téléphones saisis.



Photo : AFP

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve se préparait hier à un débat houleux autour de la prolongation de l'état d'urgence.

L'affrontement pourrait se focaliser sur les exigences de la droite d'un arsenal encore plus répressif, avec notamment des centres de rétention à titre préventif pour les personnes suspectées de radicalisation islamiste. "On ne peut pas enfermer des gens sur une suspicion, ou sur la suspicion d'une suspicion", a écarté M. Le Guen, dénonçant une proposition allant "au-delà de la ligne rouge" qui est "la fin de l'Etat de droit".

PRÉSIDENTIELLE EN LIGNE DE MIRE • L'attentat de Nice est la troisième tuerie de masse en France depuis janvier 2015. A neuf mois de la présidentielle, il a envenimé le climat politique, l'opposition de droite et l'extrême droite

accusant le pouvoir socialiste de laxisme.

Le Premier ministre Manuel Valls a été hué lundi lors d'une cérémonie à la mémoire des victimes sur les lieux du carnage, la célèbre Promenade des Anglais qui longe la Méditerranée.

La tension est exacerbée par l'approche de primaires à droite en novembre et propices à une surenchère entre les principaux rivaux, l'ancien Premier ministre Alain Juppé, favori du scrutin, et l'ex-président Nicolas Sarkozy.

En fauchant avec son camion la foule venue célébrer la fête nationale, son auteur tunisien, âgé de 31 ans, a tué 84 personnes et en a blessé plus de 300 autres, dont 19 étaient tou-

jours entre la vie et la mort lundi soir.

Toutes les victimes décédées ont été formellement identifiées. Parmi elles figurent une "trentaine" de musulmans, majoritairement des Franco-Tunisiens, selon un responsable de la communauté musulmane de la région niçoise. Les enquêteurs ont confirmé "le caractère prémédité" de l'attentat, "pensé et préparé" par Mohamed Lahouaiej Boulhel qui avait effectué des "repérages" deux jours avant le massacre et pris, quelques heures avant, quatre selfies sur la Promenade des Anglais.

Malgré la revendication du groupe Etat islamique (EI), "aucun élément de l'enquête ne démontre à ce stade une allégeance de Mohamed Lahouaiej Boulhel à l'organisation terroriste", a déclaré lundi le procureur de Paris, François Molins. Mais le magistrat a révélé que "l'exploitation de son ordinateur illustre un intérêt certain et récent pour la mouvance jihadiste radicale". ("L'Union" d'hier) Six personnes étaient toujours en garde à vue hier, soupçonnées d'avoir été en contact avec le tueur ou de l'avoir aidé à se procurer un pistolet 7.65 mm utilisé contre des policiers lors de sa course meurtrière.

Mali/Violence

Un mouvement peul derrière l'attaque d'un camp militaire

AFP
Bamako/Mali

L'assaut s'est soldé par la mort de onze soldats, annoncé plus tard le gouvernement.

DES hommes armés ont attaqué hier le principal camp militaire de Nampala, une localité du centre du Mali, selon un élu local et un habitant, attaque ensuite revendiquée auprès de l'AFP par un mouvement peul qui affirme avoir tué huit soldats. Le gouvernement a fait état en début

de soirée de 11 tués. L'attaque de ce camp à plus de 510 km de Bamako avait été annoncée plus tôt par un élu local malien, un habitant et une source militaire, sans détail sur l'identité des assaillants et le bilan. Et jusqu'à hier après-midi, aucune source sollicitée par l'AFP n'était en mesure de se prononcer sur un décompte de victimes. Elle a été revendiquée par un responsable de l'"Alliance nationale pour la sauvegarde de l'identité peule et la restauration de la justice (ANSIPRJ)", mouvement politico-armé dont la création a été annoncée

en juin après des violences contre cette communauté, selon ses responsables. "Nous revendiquons l'attaque de ce mardi (hier) contre le camp militaire de Nampala en signe de légitime défense", a déclaré Sidy Cissé, secrétaire général adjoint de l'ANSIPRJ dans une brève communication téléphonique avec un journaliste de l'AFP. "De notre côté, il y a trois blessés. Chez l'ennemi, nous avons fait de nombreux morts, nous contrôlons toujours le camp", a-t-il affirmé sans plus de détails. La revendication de l'attaque par le mouvement

armé peul a également été rapportée par l'agence de presse privée mauritanienne Al-Akhbar, qui assure avoir reçu un appel d'un de ses responsables. La même source a évoqué huit morts et 38 blessés ainsi que des "soldats pris en otage". La base militaire a été incendiée par les assaillants, a indiqué Al-Akhbar. Des responsables de l'ANSIPRJ sont également membres d'une association malienne de Peuls, dite "Kawral Poulakou" (Union des Peuls dans cette langue), qui avait récemment dénoncé l'assassinat

de plusieurs membres de cette communauté accusés à tort par l'armée et des milices, selon elle, d'être des jihadistes. Un groupe basé dans le centre du Mali, le Front de libération du Macina (FLM), apparu début 2015, est dirigé par le prédicateur radical malien Amadou Koufa, un Peul. Le FLM recrute essentiellement dans la communauté peule, selon des spécialistes. Il est allié au groupe jihadiste malien du nord du pays Ansar Dine. Ces deux groupes revendiquent régulièrement des attaques dans le Nord et le Centre.

Allemagne/Attentat à la hache à bord d'un train

L'EI diffuse une vidéo de l'auteur proférant des menaces avant l'attaque

AFP
Beyrouth/Liban

LE groupe ultraradical Etat islamique (EI) a diffusé hier une vidéo montrant l'auteur de l'attaque en Allemagne annonçant qu'il allait mener cette agression et proférant des menaces contre les pays "infidèles".

Dans cette vidéo sous-titrée en arabe diffusée sur Amaq, une agence liée à l'EI, le jeune Afghan, pré-

senté comme "Muhammad Riyad", apparaît avec un couteau à la main, annonçant en langue pachto qu'il allait mener une "opération" en Allemagne et se décrivant comme un "soldat du califat". Dans la vidéo de deux minutes et 20 secondes, l'Afghan de 17 ans affirme que les "soldats du califat" attaqueront partout les "infidèles", un mot utilisé par l'EI pour désigner notamment les Occidentaux. Il indique notamment que de nouvelles attaques se pro-

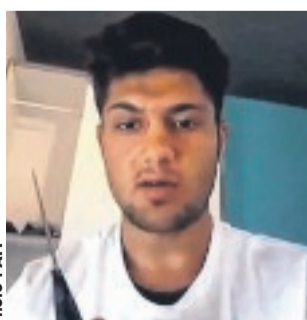


Photo : AFP

Muhammad Riyad, l'adolescent afghan auteur de l'attaque à la hache et au couteau à bord d'un train en Bavière (sud de l'Allemagne).

duiront ailleurs. Lundi soir vers 21h15 locales (20h15 au Gabon), le jeune homme a grièvement blessé à coups de hache et de couteau quatre passagers d'un train régional assurant une liaison entre les villes de Treuchtlingen et Wurtzbourg en Bavière (sud de l'Allemagne). Avant la diffusion de la vidéo, l'EI avait revendiqué l'attaque via ses médias. C'est la première fois que ce groupe jihadiste endosse la responsabilité d'un attentat en Alle-

magne. Un drapeau de l'EI a été retrouvé dans la chambre du jeune Afghan, arrivé il y a un an en Allemagne, selon le ministre de l'Intérieur régional de Bavière, Joachim Herrmann. L'Allemagne n'a jusqu'à présent pas été touchée par un attentat jihadiste de grande ampleur, contrairement à ses voisins français et belge, mais quelques agressions isolées à connotation islamiste se sont produites ces derniers mois.

L'Afrique en bref

• **RDCongo/Rébellion. Dix civils tués dans l'est**
Dix civils ont été tués lors de nouveaux affrontements inter-communautaires dans une localité de l'est de la République démocratique du Congo en proie, depuis des mois, à de vives tensions, a-t-on appris hier de sources militaires.

• **Soudan du Sud/Combats. Le grand exode**
Des milliers de personnes fuient chaque jour le Soudan du Sud pour trouver refuge en Ouganda, alors que la situation reste volatile dans la capitale sud-soudanaise Juba, théâtre de récents combats, a affirmé hier l'Onu.

• **Tunisie/Sécurité. L'état d'urgence prolongé de deux mois**
Le président tunisien Béji Caïd Essebsi a annoncé hier la prolongation de deux mois de l'état d'urgence instauré en novembre dernier dans la foulée d'un attentat-suicide contre la garde présidentielle.

• **Zimbabwe/Contestation. L'appel du pasteur Mawarire**



Le pasteur Evan Mawarire, à la tête de la fronde citoyenne contre la crise économique au Zimbabwe, a appelé, dans un entretien à l'AFP, la population à "escalader le mur de la peur" érigé par le président Robert Mugabe.

A travers le monde

• **Italie/Justice. Une centaine de mandats d'arrêt contre des mafieux présumés**
La justice italienne a lancé près de 100 mandats d'arrêt contre des membres présumés de la mafia calabraise, la Ndrangheta, au cours de deux opérations distinctes, ont annoncé hier les autorités.

• **Syrie/Conflit. Près de 60 civils tués à Alep**
Près de 60 civils dont des enfants ont péri hier dans des raids de la coalition menée par les Etats-Unis près d'un village tenu par le groupe jihadiste Etat islamique (EI) dans la province d'Alep en Syrie, selon une ONG.

• **Turquie/Politique. La purge jusqu'à l'éducation et aux médias**
Le régime Erdogan a étendu hier ses purges aux secteurs de l'enseignement et des médias, dans lesquels il soupçonne les partisans du prédicateur Fethullah Gülen, accusés d'être derrière le putsch avorté de vendredi en Turquie, d'exercer une forte influence.